



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 8 janvier 2013
Numéro 252

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*La tempête frappe le Liban:
la loi de 1960 se noie,
le projet orthodoxe flotte*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*La tempête noie le Liban dans les
désastres et découvre son Etat.
Le projet orthodoxe, plafond des
chrétiens avec leurs alliés*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Le nœud du projet orthodoxe chez
Joumlatt et le Moustaqbal*

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

*Sleiman ne signera pas une loi
contraire au pacte national*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*La tempête de la nature
désastreuse et celle du projet
orthodoxe dans un verre*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Kabbani continue le projet syro-
iranien en ciblant Hariri*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Encore et toujours l'imprévoyance
criminelle*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*L'«opposition de l'intérieur»
rejoint ceux qui refusent le
dialogue avec le régime*

L'événement

Loi électorale: les chrétiens appuient le projet orthodoxe

A la veille de la reprise des travaux de la sous-commission parlementaire chargée d'examiner les projets de loi électorale, le comité quadripartite chrétien, qui comprend des représentants du Courant patriotique libre (CPL) du général Michel Aoun, du Parti Kataëb, des Forces libanaises (FL) de Samir Geagea, et du Courant des Marada de Sleiman Frangié, a exprimé, au siège du patriarcat maronite à Bkerké, son soutien au projet orthodoxe. Ce texte prévoit que chaque communauté élise ses propres députés, sur base de la proportionnelle.

Michel Aoun avait fait part de son soutien à ce projet de loi et au système proportionnel, deux jours plus tôt. "Le projet orthodoxe assure la meilleure représentation tout en garantissant l'élection de 64 députés de la part des chrétiens et en assurant une représentation juste et équitable", a-t-il dit. Lundi, c'était au tour de Samir Geagea de lui emboîter le pas. "Le projet de loi orthodoxe assure la meilleure représentativité, mais certains partis s'y opposent", a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse à Meraab. "Le comité quadripartite chrétien a adopté le projet orthodoxe car le CPL nous a informés que le Hezbollah est d'accord avec ce projet", a précisé M. Geagea. "Nous allons discuter sérieusement afin d'aboutir à un nouveau projet de loi électorale", a-t-il ajouté. Il a appelé le président de la Chambre Nabih Berry à convoquer l'assemblée générale pour voter une nouvelle loi si les discussions échouent.

Le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, a quant à lui appelé la sous-commission parlementaire à dépasser, dans ses travaux, la loi de 1960, rejetée par les partis chrétiens et le 8-Mars. Walid Joumlatt est le seul à défendre cette loi publiquement, alors que le Courant du Futur, tout en y étant favorable, évite de la soutenir ouvertement.

Le cardinal Raï, qui mène une campagne depuis des mois contre la loi de 1960, a souligné la nécessité pour les protagonistes de parvenir à un projet de loi convenable pour toutes les composantes de la société libanaise.

Certes, les chrétiens ont affiché, une fois n'est pas coutume, leur unité autour de la question électorale. Mais tout laisse penser que les débats seront difficiles.

Une source parlementaire citée par le quotidien Al Hayat a déclaré que "le projet orthodoxe est mort-né et n'a aucune chance d'être approuvé". "Le représentant de M. Joumlatt, au sein de la sous-commission parlementaire, Akram Chehayeb, va rester attaché à la loi de 1960, en proposant d'y inclure quelques amendements", ajoute le journal. Le député Marwan Hamadé, proche de Saad Hariri, a fait une déclaration allant dans le même sens. Selon lui, le projet orthodoxe ne bénéficiera pas du soutien de la majorité au Parlement. "Si nous échouons à parvenir à un projet de loi commun, nous discuterons de la possibilité d'adopter une proposition proche du projet de loi présenté par Fouad Boutros", a-t-il déclaré. Conformément à ce projet la proportionnelle est en vigueur dans 60% des circonscriptions et le mode majoritaire dans 40%.

La sous-commission sera présidée aujourd'hui par Robert Ghanem, président de la Commission parlementaire de l'Administration et de la Justice, qui remplace le vice-président du Parlement, Farid Makari, qui se trouve à Paris pour "raisons de sécurité". Elle tient ses réunions dans un hôtel, près du Parlement.

Al Quds al-Arabi (quotidien panabe édité à Londres)

Abdel Bari Atwan, rédacteur en chef, nationaliste arabe

Cinq développements fondamentaux méritent une lecture approfondie pour connaître les composantes du paysage syrien dans toutes ses dimensions pour les mois à venir: le premier est le long discours du président Bachar al-Assad, dans lequel il a proposé un plan pour une solution pacifique de la crise dans son pays; le deuxième est la fatwa du grand mufti d'Arabie saoudite, cheikh Abdel Aziz Al Cheikh, mettant en garde les ulémas saoudiens contre l'appel au Jihad en Syrie, affirmant que le soutien aux jihadistes doit se limiter au niveau financier et à travers les canaux officiels; le troisième est l'annonce par Benyamin Netanyahu de l'intention de son gouvernement de construire une clôture le long du Golan occupé, à titre préventif, après l'arrivée du "jihad international" et son positionnement à la place de l'armée syrienne, qui s'est retirée de la région; le quatrième est la multiplication des plaintes de l'armée syrienne libre (ASL) de l'arrêt de l'aide financière et militaire, ce qui traduit un changement, permanent ou provisoire, de l'attitude des pays lui apportant un soutien; enfin, le cinquième, est la tenue dans deux semaines d'une conférence à Genève, avec la participation d'opposants qui croient au dialogue avec le régime. Cette conférence est placée sous le titre de la préservation de l'unité géographique et démographique de la Syrie. Cette manifestation est soutenue par des Etats européens, notamment l'Allemagne et la Suède, selon ses organisateurs.

Le discours du président Assad était décevant pour ses détracteurs, car ce n'était pas celui d'un homme vaincu, qui vit terré, et se déplace d'un trou à un autre. Ce discours était le plus fort qu'il n'ait jamais prononcé, notamment depuis la révolte populaire contre son régime.

Le président Assad a dit clairement qu'il ne négociera pas avec l'opposition de l'extérieur qu'il a accusé de collaborer avec l'Occident, car si la négociation est inévitable, il le fera avec les maîtres. Il a assuré qu'il restera en place et qu'il refuse ne serait-ce que d'évoquer son départ.

Nous sommes devant un homme déterminé à aller jusqu'au bout dans la voie qu'il a choisie, quelles que soient les pertes humaines.

Il est difficile que le président Assad tombe sans intervention étrangère. Et celle-ci est de plus en plus écartée. L'administration américaine craint ses conséquences et ne peut pas supporter des résultats humiliants comme ceux d'Irak et d'Afghanistan. La fatwa saoudienne, la déclaration du ministre Saoud al-Fayçal selon laquelle le départ du président Assad doit être décidé par le peuple syrien, et les plaintes de l'ASL, sont autant de facteurs qui font qu'Assad est moins inquiet sur son sort. Beaucoup ont prédit la chute du président Assad en 2012, même avant. Beaucoup ont prédit sa chute avec le début de cette année. Mais la froideur américaine, la polarisation communautaire et la contagion de la crise syrienne dans les pays voisins (l'Irak, la clôture israélienne, la fatwa saoudienne, l'indifférence de l'Egypte etc...) allongeront la vie d'Assad et de son régime jusqu'à la fin de l'année, voire au-delà.

Radio francophone iranienne (Irib)

La marine russe organise le mois prochain aux larges des côtes syriennes les plus importantes manœuvres navales organisées depuis plusieurs décennies dans cette région. L'exercice impliquera 12 navires de guerre. Selon la radio francophone iranienne, Moscou a demandé au Liban d'autoriser l'évacuation d'éventuels militaires blessés lors de ces manœuvres vers les hôpitaux libanais. Deux centres de soin sont prévus, pour accueillir d'éventuels blessés, l'un dans le port syrien de Tartous, l'autre, qui devrait être construit au Liban. Le Liban a annoncé vouloir examiner cette demande, mais il va, très vraisemblablement, l'accepter, dans la mesure où il s'agit d'une demande à caractère humanitaire et non pas militaire.

ILS ONT DIT...

Bachar al-Assad, président de la République syrienne

“Le conflit n'oppose pas le régime à l'opposition, mais la Syrie à ses ennemis, qui souhaitent la partition du pays. La nation est pour tous et nous devons tous la protéger. Nous ne sortirons pas de cette crise sans une mobilisation totale de la nation. Nous appelons au dialogue national après la fin des opérations militaires. Nous n'avons pas jusqu'à présent trouvé de partenaires pour mettre en place une solution politique à la crise. Toute transition doit se faire selon les termes de la Constitution. Toutes les tentatives d'immixtion des Palestiniens dans les événements en Syrie pour détourner les regards du véritable ennemi ont échoué avant même de débiter. La cause palestinienne est la cause. Les Palestiniens en Syrie ont un devoir envers leur deuxième patrie, comme tous les Syriens, et nous, en Syrie, l'Etat et le peuple, nous avons une responsabilité et un devoir envers eux comme envers tous les Syriens. Il est inacceptable que certains considèrent la Syrie comme un hôtel que l'on quitte quand les circonstances s'aggravent.

Benoit XVI, pape de l'Eglise catholique romaine

“Le conflit en Syrie ne connaîtra pas de vainqueurs mais seulement des vaincus s'il perdure. Il faut que cesse les effroyables souffrances. Les armes doivent être déposées et un dialogue constructif doit prévaloir le plus tôt possible.

Walid Joumblatt, leader druze libanais (centriste)

“Ceux qui cherchent à établir leurs plans politiques en misant sur la fin rapide du conflit syrien ont tort. Le discours d'Assad n'est que répétitions. Les propositions d'Assad ne sont plus actuellement que des bulles de savon qui ne sont pas capables de résoudre le cœur du problème.

Obama nomme Chuck Hagel au Pentagone

Le président américain Barack Obama a annoncé lundi qu'il nommait l'ancien sénateur républicain Chuck Hagel comme secrétaire à la Défense et son conseiller antiterroriste John Brennan pour diriger la Centrale américaine du renseignement (CIA). M. Hagel est «le leader que nos soldats méritent», a affirmé M. Obama lors d'une allocution à la Maison Blanche, où il a aussi loué M. Brennan, et notamment son travail «inlassable» et son bilan en matière de lutte contre le terrorisme.

Sleiman évoquera à Moscou la crise syrienne

Le président de la République Michel Sleiman est attendu à Moscou le 22 janvier dans le cadre d'une visite officielle au cours de laquelle il aura des entretiens avec Vladimir Poutine, rapporte l'agence d'information al-Markaziya. Les discussions entre Sleiman et Poutine vont porter sur la situation dans la région, notamment en Syrie. Les deux dirigeants évoqueront la situation des chrétiens au Moyen-Orient, précise l'agence. "La visite du président à Moscou portera aussi sur l'assistance militaire russe au Liban", poursuit l'agence.

Des officiers étrangers arrêtés en Syrie?

Des informations rapportées par des médias iraniens indiquent que plusieurs officiers français, jordaniens et tchéchènes ont été arrêtés par les forces de sécurité syriennes. Ces officiers s'étaient déguisés en femmes pour que les groupes armés puissent les amener dans des endroits déterminés. Ils se trouvaient dans plusieurs véhicules et ont été identifiés et arrêtés par les forces de sécurité syriennes.

L'Orient-Le Jour

La Ligue arabe a convoqué une réunion extraordinaire dimanche prochain au Caire des ministres des Affaires étrangères à la demande du Liban, confronté à un flux de réfugiés syriens, a annoncé son secrétaire général adjoint.

Selon Ahmed Ben Helli, la réunion doit porter sur les moyens d'aider le Liban à accueillir les Syriens fuyant le conflit dans leur pays.

Le gouvernement libanais a fait savoir jeudi qu'il ferait appel aux pays arabes et amis pour alléger le fardeau, notamment financier, que représente l'accueil de plus de 150000 réfugiés syriens.

Selon l'Onu, au moins 156000 Syriens se sont réfugiés au Liban en 21 mois de violences. Les autorités libanaises ont évoqué le chiffre de 200000 réfugiés, et réclamé début décembre 363 millions de dollars pour y faire face.

Al Hayat

Des sources parlementaires ont rapporté que le président du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, a fait illusion, lors de sa rencontre à Moukhtara avec le chef du bloc parlementaire du futur, Fouad Simiora, qu'il se prépare à "une rude bataille électorale dans le Chouf". Ayant compris la signification de ces propos, Nader Hariri, chef du cabinet de Saad Hariri, l'a rassuré que la coopération électorale bilatérale se poursuivra. Mais les deux parties ont convenu qu'il est encore trop tôt pour évoquer les alliances électorales.

Par ailleurs, des sources ministérielles ont indiqué que le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a préparé et signé le décret convoquant le corps électoral à des élections législatives, le 9 juin. Le décret doit être signé par le Premier ministre et le président de la République avant d'entrer en vigueur.

As Safir

Daoud Rammal, journaliste libanais proche de la majorité

Un rapport diplomatique souligne que dans son dernier discours, le président Bachar al-Assad n'a pas mentionné une seule fois le nom de l'Arabie saoudite lorsqu'il a dénoncé les Etats qui financent et arment les rebelles en Syrie. Cela est lié à la position de l'Arabie et de l'Egypte, dont les ministres des Affaires étrangères ont appelé à une solution politique de la crise, ce qui constitue un changement d'attitude de la part de ces deux pays.

Un diplomate chevronné en contact permanent avec des ambassadeurs arabes et occidentaux déclare que les contacts entre Riyad et Damas n'ont jamais été interrompus. De plus, une délégation des services de renseignements égyptiens s'est récemment rendue dans la capitale syrienne. La source diplomatique précise que les Saoudiens ont rouvert les canaux avec le commandement syrien après avoir réalisé que la chute du régime est un pari perdu. Aussi, craignent-ils que les groupes extrémistes qu'ils ont financés et armés ne se retournent contre l'intérieur de l'Arabie saoudite. Par ailleurs, un groupe d'Etat du Conseil de coopération du Golfe, mené par les Emirats arabes unis, a ouvertement déclaré ce qui semble être une guerre aux Frères musulmans, dont ils pourchassent les cellules. Il y a aussi l'attitude positive d'Oman à l'égard de la Syrie et une évolution de la position koweïtienne. Toutes ces données ont poussé Riyad à reprendre contact avec Damas, sous la supervision du fils du roi Abdallah, le prince Abdel Aziz, qui a chargé des responsables sécuritaires de faire le suivi. Lors de ces contacts, le commandement syrien a informé ses interlocuteurs saoudiens qu'il refuse de discuter d'une solution politique avant l'arrêt du financement et de l'armement des extrémistes, qui doivent être retirés de tout le territoire syrien, «car l'Etat est déterminé à anéantir toutes les cellules salafistes terroristes». Cette position syrienne jouit de la sympathie de plusieurs pays arabes qui n'ont jamais rompu leurs contacts avec Damas. La même source évoque également le rôle sécuritaire joué par la Jordanie, qui n'a pas caché ces derniers temps son soutien au commandement syrien, surtout que Amman craint que la chute du régime syrien ne renforce les Frères musulmans dans le royaume, ce qui menacerait le trône hachémite.